

Encore du vandalisme à Chandler

La facture grimpe pour les citoyens

page 4

Photo courtoisie Ville de Chandler

L'été 2025 en voie d'un
record historique page 2

Photo Tourisme Gaspésie

La Gaspésie veut son
propre ministre page 7

Photo Jean-Philippe Thibault

La saison estivale 2025 pourrait battre des records

La saison touristique estivale 2025 pourrait établir un nouveau record de fréquentation.

Nelson Sergerie

Les données préliminaires rendues publiques par Tourisme Gaspésie montrent que les visiteurs sont au rendez-vous.

«On a eu des taux d'occupation plus élevés en juin et juillet. On s'attend à ce qu'août et septembre soient de très, très bons mois», note d'emblée la directrice de Tourisme Gaspésie, Joëlle Ross.

Selon les données de Tourisme Québec, le nombre d'unités occupées en juin est en hausse de 6 % comparativement à 2024, établissant un nouveau record.

En juillet, malgré un léger ralentissement perçu en début de mois, les unités occupées affichent tout de même une hausse de 5 % par rapport à l'année précédente, atteignant elles aussi un sommet historique.

Pour août, les taux d'occupation officiels ne sont pas encore disponibles.

Toutefois, un sondage mené par Tourisme Gaspésie auprès des établissements d'hébergement révèle qu'une proportion plus importante d'entre eux se déclarent presque complets ou complets qu'à la même période en 2024.

«Parfois, on a l'impression que c'est plein. Mais en juillet, le taux d'occupation était de 79 %. Il y a donc encore de la place en Gaspésie», constate Joëlle Ross.

Mieux prévoir

Réserver reste le mot clef alors que les gens ont souvent l'impression qu'à l'extérieur de la période des vacances de la construction, il reste de la place.

«C'est très important de réserver, surtout pour avoir les choix et les endroits où on veut vraiment être logé», recommande la directrice de Tourisme Gaspésie.

L'offre d'hébergement s'étant stabilisée, la région renoue avec une croissance du taux d'occupation.

«Dans les dernières années, il s'est ajouté des unités, ce qui faisait varier le taux d'occupation. Mais cette

année, on n'a pas plus d'unités. Ils sont plus complets qu'auparavant», explique Mme Ross.

La majorité des établissements sondés se disent satisfaits de la saison à ce jour. La grande proportion de la clientèle reste québécoise.

«Possiblement que notre portrait québécois va augmenter un peu étant donné tous les Québécois qui ne sont pas allés aux États-Unis. Les Américains n'étaient pas un gros pourcentage sur nos visiteurs. C'est environ 3 % sur une année complète. Perdre les États-Unis, ce n'est pas majeur, mais aller chercher des Québécois qui allaient aux États-Unis, c'est important.»

Le développement de l'Ontario, mais surtout des Maritimes – une clientèle de proximité – permettra d'étirer la saison.

Automne prometteur

Le mois de septembre est parti du bon pied. Celui d'octobre est prometteur.

«Ça s'annonce très bien. C'est toujours la température qui joue pour ces mois-là. La période la plus diffi-

cile est entre les feuilles tombées et la neige. Le paysage fait partie des attraits majeurs et c'est ce qui joue sur la clientèle d'automne», avance Joëlle Ross.

L'almanach des agriculteurs prévoit un hiver enneigé et froid, ce qui pourrait être bon pour la saison hivernale, même si la dernière s'est passée relativement bien en général sur l'ensemble de la destination malgré le manque de neige.

«C'est quand même un bon nombre de nuitées, meilleur que ça a déjà été. C'est sûr que la motoneige en fait la grande partie et on se souhaite de la neige», espère la directrice.

Le bilan complet de la saison estivale 2025 sera présenté en novembre lors du Colloque de l'industrie touristique de la Gaspésie qui se tiendra cette année à Carleton-sur-Mer.

Pour la période de mai à septembre 2024 inclusivement, Tourisme Gaspésie estimait le nombre de visiteurs à plus de 679 000, soit un gain de 2 % sur 2023 et les retombées économiques à 427 millions de dollars, ce qui représentait une hausse de 6 %.

Des redevances locales de 3,5 millions

«L'argent de l'éolien permet d'en faire davantage dans nos communautés locales.»

— Simon Deschênes

La somme sera versée aux cinq MRC de la Gaspésie et à la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine. Photo archives – Tugliq Énergie

La Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine versera 3,5 millions de dollars en redevances pour l'année 2025 aux cinq MRC de la Gaspésie et à la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine.

Nelson Sergerie

C'est ce qu'a convenu le conseil d'administration réuni la semaine dernière à Chandler. La somme représente ce qui avait été prévu au budget de 2025.

Ces distributions proviennent de l'exploitation des parcs éoliens Le Plateau 2, Roncevaux, Nicolas-Riou et Dune-du-Nord. La Régie se garde un coussin financier.

«Ça va nous permettre d'avoir une meilleure stabilité. On se rappellera que ça fait deux ans que nous n'avons pas les distributions espérées dues à 100 % au gisement de vent. On profite de cette année pour mettre en banque des surplus pour assurer plus de stabilité de revenus à nos membres», indique le président de la Régie et maire de Sainte-Anne-des-Monts, Simon Deschênes.

En 2024, ce sont 3,5 millions de dollars qui avaient été versés, mais la régie prévoyait plutôt 4 millions.

«On va gérer avec cette manière avec une bonne prévisibilité. Il pourrait y avoir des années où on versera davantage d'argent, mais on ne veut plus distribuer en bas du budget prévu. C'est une directive du conseil d'administration et je pense que c'est aussi de la saine gestion», note le président.

Un peu plus l'an prochain

En 2026, la régie prévoit ainsi verser 4 millions en redevances.

«Avec le petit coussin, on est capable de se permettre un 500 000 \$ supplémentaire pour l'ensemble des communautés de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine», projette Simon Deschênes qui ne veut pas dévoiler le surplus accumulé qui n'est pas si consistant.

Depuis 2016, la Régie verse des redevances à ses membres et le total atteint maintenant 33 millions de dollars.

«Ces sommes sont réinjectées dans

les communautés. Ces argents servent de levier de développement. Le milieu municipal marche souvent par subventions et il y a toujours une mise de fonds, des contributions municipales. L'argent de l'éolien permet d'en faire davantage dans nos communautés locales. C'est une excellente nouvelle», conclut le président.

Le coussin ne servira pas à financer la construction des parcs actuels au Bas-Saint-Laurent et dans les MRC de Montmagny et L'Islet, ou encore les 6000 mégawatts projetés par l'Alliance de l'énergie de l'Est, Hydro-Québec et la Première nation Micmac de la Gaspésie.



Le président de la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Simon Deschênes. Photo Dominique Fortier

Chandler paie encore la facture



Après une pause de quelques semaines, du vandalisme est survenu au cours de la fin de semaine à la halte routière du quartier Newport de Chandler.

Nelson Sergerie

Des poubelles ont été lancées en bas de l'escalier à la halte routière de Newport. Photo courtoisie Ville de Chandler

Après une pause de quelques semaines, du vandalisme est survenu au cours de la fin de semaine à la halte routière du quartier Newport de Chandler.

Nelson Sergerie

Le maire, Gilles Daraïche, se désolé une fois de plus de la situation.

«Des bris dans les toilettes, les lavabos... Ils ont lancé des poubelles en bas des escaliers. Ils ont brisé des clôtures, ils ont cassé deux chaises, une table en bois. On n'avait jamais eu de vandalisme à Newport», note le maire.

Les citoyens devront assumer une fois de plus la facture. «La Ville se développe. On fait pleins de belles choses. Il y a une signature avec de la peinture qu'on a vue à Newport. C'est à peu près la même signature qu'on a vue à Chandler. C'est probablement le même groupe d'individus», affirme monsieur Daraïche.

Récidives

En juillet, une balançoire de 5000 \$ à l'entrée de la digue près du Circuit des Bâisseurs avait notamment été débâtie. Un peu plus tôt en juin, des graffitis pronazis avaient été aperçus sur des infrastructures municipales. L'an dernier, des tagueurs avaient

aussi sévi.

Des caméras ont par ailleurs été installées dans des lieux stratégiques à Chandler, comme aux arénas, près des quais, de l'Atelier d'art, au canal ou à la halte routière de Pabos Mills.

«On ne peut pas en mettre partout. Parce qu'on a installé des caméras, peut-être que c'est pour cette raison qu'il n'y en a plus à Chandler. On va devoir en installer aussi dans le quartier Newport», se désolé Gilles Daraïche.

Au début de l'été, une caméra a capté un méfait posé dans le secteur du quai du quartier Chandler alors qu'un individu a envoyé une table à pique-nique toute neuve à la mer. Ces images avaient été transmises à la Sûreté du Québec.

Le maire avait lancé à ce moment un appel au civisme. Le message n'a visiblement pas été entendu par tous.

Des odeurs qui dérangent à Percé

Des citoyens composent depuis juin avec des odeurs nauséabondes intermittentes dans le secteur de L'Anse-à-Beaufils à Percé, une situation qui ne relève pas de la Ville.

Nelson Sergerie

«Je suis au courant du dégagement des odeurs. Je ne suis pas ingénieur en écologie, mais je sais que ça sent mauvais par moment», réagit le maire, Daniel Leboeuf.

Des citoyens se sont plaints à l'hôtel de ville, mais les règlements de zonage ne concernent pas les odeurs aériennes.

«On les a dirigés vers Urgence-Environnement et je suis au courant que des inspecteurs sont venus pour faire des prélèvements pour tenter de déterminer la source. Je n'ai pas eu de rapport encore de ces inspections», ajoute le maire.

Si le problème est de responsabilité municipale, l' élu assure que les gestes seront posés s'il y avait un problème avec une fosse septique ou encore des algues accumulées.

«On doit protéger la qualité de l'air. On a un règlement sur les nuisances, mais on ne peut pas imposer des solutions. Le ministère de l'Environnement est mieux qualifié que nous pour nous dire quoi faire aussi», indique l' élu.

Certains citoyens pointent du doigt la microbrasserie Pit Caribou pour les odeurs. L'entreprise a installé un nouveau système de traitement des eaux usées à la suite d'une non-conformité. Le ministère de l'Environnement l'a inspecté à la fin juillet et veillera à sa conformité.

Aucune sanction n'a été émise depuis octobre 2023 et aucun recours judiciaire n'est en cours contre l'entreprise. Pit Caribou avait reçu une sanction pécuniaire de 5000 \$

Certains citoyens pointent du doigt la microbrasserie Pit Caribou. Photo Nelson Sergerie



pour un manquement à la Loi sur la qualité de l'environnement.

À la suite de plaintes, l'entreprise a communiqué avec la direction de l'analyse et expertise du contrôle environnemental du ministère qui a procédé à plusieurs vérifications. Des inspecteurs se sont rendus à quatre reprises en juin, novembre et

décembre de la même année afin de réaliser des inspections et procéder à des prélèvements.

Des avis de non-conformité ont été transmis à l'entreprise les 8 août 2023 et 21 février 2024 pour lui signifier des manquements à la Loi sur la qualité de l'environnement et au Règlement sur les activités dans des milieux humides.

Un chien dangereux devra être euthanasié

Gaspé souhaite faire euthanasier un chien déclaré dangereux, ce qui serait une première en Gaspésie.



Nelson Sergerie
info@lesoir.ca

La Ville se base sur une mesure du règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens.

Québec a délégué aux villes la responsabilité des animaux dangereux à la suite de divers incidents tragiques impliquant des chiens survenus dans la province. Une loi a été adoptée le 13 juin 2018 et l'application est entrée en vigueur le 3 mars 2020. Un avis d'intention a été déposé à la séance du conseil de mardi.

«On a ici un chien potentiellement dangereux, qui a été déclaré très dangereux par un vétérinaire. C'est un

chien qui a tué un autre animal. Tout est démontré et tout est admis par son propriétaire. On doit entamer le processus visant à voir ce qu'on fait avec le chien. C'est ce qui a été discuté avec le conseil : on doit décréter un avis d'intention», explique le maire Daniel Côté, qui reste très prudent devant un processus juridique et possiblement judiciaire.

Aux frais du propriétaire

L'incident est survenu le 17 juillet alors que le chien, un Labrador croisé, a blessé mortellement un autre petit chien.

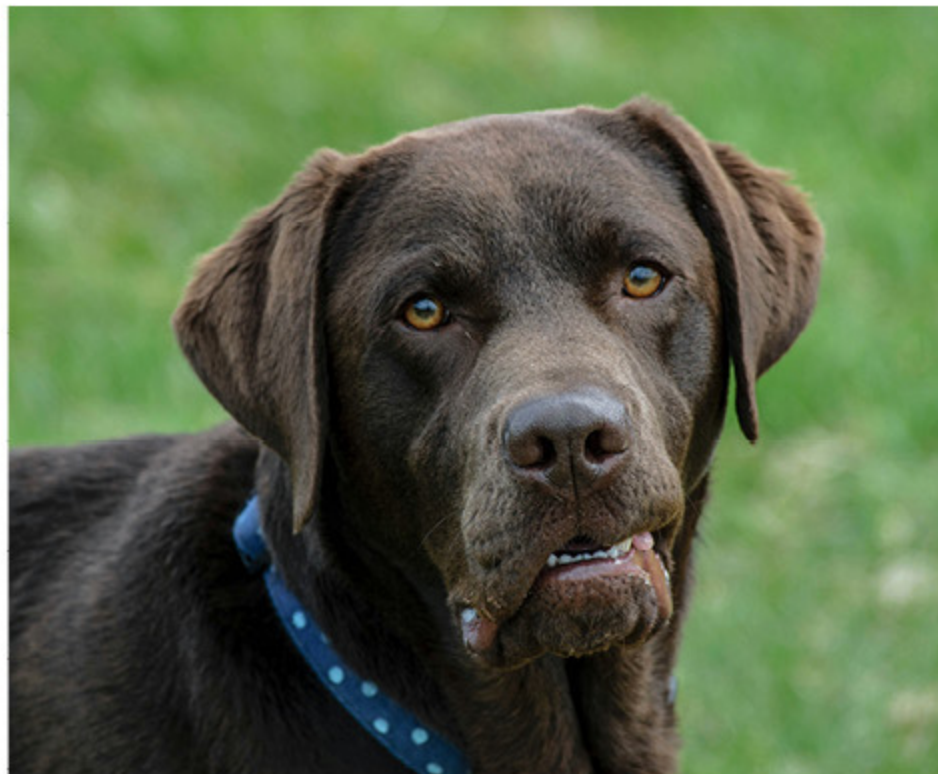
«Il y a des étapes à suivre. Ça peut prendre plusieurs semaines ou même des mois. On est chanceux d'avoir un vétérinaire qui peut faire l'analyse de la dangerosité et du comportement du chien à Gaspé. Dans ce cas-ci, c'est allé assez rapidement», note le maire.

Le propriétaire de la bête a de surcroît cinq jours pour réagir à l'avis d'intention déposé par le conseil.

«Tous les frais et les analyses préliminaires jusqu'à l'euthanasie, qui est la solution ultime dans ce cas-ci, sont à la charge du propriétaire», précise l' élu.

Le maire rappelle que, selon le Code civil, le propriétaire est responsable de la garde, du contrôle, de la surveillance et de la santé de l'animal.

«Il faut se le rappeler, car j'ai l'impression que cette notion de responsabilité individuelle est oubliée dans notre société», ajoute M. Côté.



Le chien qui devra être euthanasié est un Labrador croisé (image à titre indicatif seulement). Photo unsplash

La SHQ devra payer

Dans un autre dossier, une entente de 1974 revient hanter la Société d'habitation du Québec. Celle-ci devra payer 100 % des travaux de rénovation de certaines habitations à loyer modique de Cap-des-Rosiers.

Le maire avance que c'est peut-être en lien avec la construction de ces habitations à la suite de l'expropriation massive des résidents lors de la création du parc national Forillon.

«Il y avait eu une série de HLM construits sur le pourtour de la péninsule de Forillon. Peut-être que c'est en marge de ça où la SHQ pour se

faire pardonner les expropriations et assumait à 100 % les efforts de relocalisation. Peut-être que c'est dans ce contexte-là. On a ressorti cette entente et la SHQ a accepté de payer 100 % de la facture des travaux de rénovation», souligne le maire.

Les travaux sont estimés à 8,2 millions \$. Si l'administration municipale n'avait pas ressorti cette entente, la Ville aurait d'ailleurs dû payer sa part de 10 %, soit 820 000 \$.

«On a évidemment fouillé pour trouver toute forme d'entente qui pouvait nous exonérer de la facture de 10 %. Mais tout ce qui avait dans l'entente, on les a», note le maire.



Le maire de Gaspé, Daniel Côté. Photo Jean-Philippe Thibault

Feu à Maria: l'homme accusé de harcèlement criminel

Un homme de 41 ans, intercepté le 4 septembre à la suite d'un incendie survenu sur la rue des Cardinaux à Maria, est accusé de harcèlement criminel.

Nelson Sergerie

Nicolas Morin a comparu le lendemain de son arrestation au palais de justice de New Carlisle. La Couronne s'est opposée à sa remise en liberté puisque l'enquête policière se poursuit.

La Couronne n'exclut pas le dépôt

de nouvelles accusations lors de son retour devant le tribunal, fixé à ce mercredi 10 septembre.

Interrogé par les enquêteurs de la Sûreté du Québec après avoir été arrêté près des lieux du sinistre peu de temps après, l'individu avait été

interrogé et détenu jusqu'à sa comparution. L'alerte avait été reçue vers 9 h 15 pour une résidence qui était la proie des flammes.

Les pompiers se sont déplacés pour combattre l'élément destructeur. Personne ne se trouvait dans la résidence.



L'héritage silencieux d'un bâtisseur

Guy Rocher Photo courtoisie Normand Blouin



Il y a des départs qui laissent un vide immense et d'autres qui révèlent soudain l'ampleur d'une présence qu'on n'avait peut-être pas assez mesurée. La mort de Guy Rocher, survenue le 3 septembre à l'âge vénérable de 101 ans, appartient à cette seconde catégorie.

Son legs dans nos régions

Dans les grandes villes, on salue le géant de la sociologie, l'architecte de la Révolution tranquille, l'homme qui a contribué à façonner le rapport Parent. Ces hommages sont mérités, bien évidemment. Mais, c'est peut-être dans nos régions, loin des projecteurs et des tribunes officielles, que l'œuvre de cet homme prend sa dimension la plus touchante.

Quand Guy Rocher parlait de démocratisation de l'éducation, il ne philosophait pas dans l'abstrait. Il dessinait l'avenir de milliers de jeunes qui, sans ses idées révolutionnaires, auraient peut-être renoncé à leurs rêves, faute d'accès. Ces cégeps qui ponctuent aujourd'hui notre territoire, de Rimouski à Gaspé, en passant par Matane et Amqui, sont autant de

phares allumés par sa vision. Avant lui, combien de nos enfants devaient s'exiler vers les grands centres pour poursuivre leurs études collégiales? Pire encore, combien y renonçaient tout simplement?

Son legs se lit dans chaque diplôme remis dans nos établissements régionaux, dans chaque programme délocalisé qui permet à un étudiant de maîtriser les sciences ou les arts sans quitter sa terre natale. Quand l'Université du Québec à Rimouski accueille ses étudiants, quand le Cégep de Matane ou celui de Gaspé ouvre ses portes chaque automne, c'est un peu l'esprit de Guy Rocher qui anime ces lieux d'apprentissage.

Son message demeure vivant

Mais, au-delà des pierres et des programmes, c'est une philosophie profondément humaine que ce sociologue a semée dans notre société. Dans un Québec qui cherchait encore son identité, il a affirmé que nos accents, nos expressions, nos façons particulières d'être au monde méritaient respect et reconnaissance. Pour nous, qui portons parfois nos origines

comme un fardeau dans un monde qui privilégie l'uniformité urbaine, son message demeure bien vivant.

« Ces cégeps qui ponctuent aujourd'hui notre territoire, de Rimouski à Gaspé, en passant par Matane et Amqui, sont autant de phares allumés par sa vision. »

Guy Rocher n'était pas né dans l'Est-du-Québec. Encore mieux, il était l'homme de tous les territoires du Québec, de toutes ces communautés qu'on disait jadis vouées au sous-développement. Il a cru en nous avant que nous n'osions pleinement croire en nous-mêmes.

Aujourd'hui, quand une étudiante

de Rimouski obtient son diplôme universitaire, quand un chercheur de l'Institut des sciences de la mer de Rimouski publie ses travaux, quand un créateur de Gaspé ou de Percé voit son œuvre reconnue, il y a un peu de Guy Rocher dans cette réussite. Car, il a contribué à bâtir un système qui rend ces parcours possibles, qui transforme les rêves en réalités.

Héritiers de Guy Rocher

Dans le grand concert d'hommages qui accompagne son départ, nos voix régionales peuvent sembler modestes. Pourtant, nous sommes peut-être ceux qui incarnons le mieux sa réussite : une société où l'excellence intellectuelle n'est plus l'apanage d'une élite géographique, où l'on peut naître n'importe où au Québec et prétendre aux plus hautes sphères du savoir.

Guy Rocher s'en est allé, mais son écho résonne encore dans nos écoles, nos universités, nos ambitions collectives. Nous sommes tous un peu ses héritiers et c'est là le plus bel hommage que nous puissions lui rendre.

Un ministre 100 % gaspésien réclamé

La Chambre de commerce et d'industrie de la Baie-des-Chaleurs (CCIBDC) réclame au gouvernement caquiste de François Legault un ministre de la Gaspésie provenant de la députation de la Gaspésie.

Nelson Sergerie

Cependant, les élus de la région restent très prudents devant cette situation, contrairement à l'Abitibi-Témiscamingue qui réclame «leur» ministre à grands cris depuis plusieurs semaines.

En Gaspésie, le dernier ministre provenant de la région fut le ministre délégué aux Régions et député de Gaspé, Gaétan Lelièvre, dans le gouvernement péquiste de Pauline Marois, de 2012 à 2014.

«Ça fait quelques années qu'on n'a pas eu quelqu'un attiré à notre région, qui vient d'ici, et qui a une grande sensibilité des problématiques et des

soucis de sa région», commente la directrice, Valentine Palma. «Je pense que c'est un avantage considérable. Quand un ministre parle uniquement au nom de sa région, et notamment ici, de la Gaspésie, ça aurait une portée plus grande et une meilleure connaissance des problématiques.»

Les autres chambres de commerce de la région n'ont pas pris de position publique. «On pense que les deux élus de la CAQ dans la région ont le potentiel de faire le travail et de nous représenter au gouvernement», analyse la directrice. La chambre souhaiterait voir les élus de la région poser le même geste.

Des élus frileux

Les préfets de la Gaspésie ont refusé de commenter, à l'exception de celui de Bonaventure, Éric Dubé, qui a fait très attention à ses propos. «Je ne veux pas trop m'immiscer dans le débat. Ce que je souhaite, c'est que le



Les députés Stéphane Sainte-Croix (Gaspé) et Catherine Blouin (Bonaventure) en compagnie de François Legault à Gaspé lors des élections en 2022. Photo Jean-Philippe Thibault

premier ministre nomme la meilleure personne pour nous représenter, peu importe d'où elle vient. Ce qui est important, depuis le temps que je fais de la politique municipale, est plus une question d'individu par rapport à d'où tu viens», analyse-t-il.

Mathieu Lapointe dans Avignon a refusé de commenter pour des rai-

sons évidentes, sa conjointe Catherine Blouin étant députée caquiste de Bonaventure.

Appelés à commenter la question, Daniel Côté sur La Côte-de-Gaspé, Samuel Parisé dans Rocher-Percé et Guy Bernatchez en Haute-Gaspésie ont choisi de passer leur tour.

Sécheresse presque historique

Août 2025 passera à l'histoire pour avoir été l'un des mois les plus secs depuis que les relevés météorologiques sont faits un peu partout en Gaspésie.

Nelson Sergerie

Environnement Canada n'a mesuré que 16,5 mm de pluie à New Carlisle. Selon Environnement Canada,



Parc des Horizon à Carleton-sur-Mer. Photo Ville de Carleton-sur-Mer

il s'agit du deuxième mois d'août le plus sec de l'histoire alors que 2010 n'avait accumulé que 15 mm. Même si l'agence fait un palmarès, il n'est pas précis.

«Ce sont des stations météo de plus petite envergure. Il arrive qu'il peut y avoir des données manquantes ou vérifiées officiellement. C'est pourquoi on doit mettre un bémol lorsqu'on veut faire un record officiel, mais on peut quand même tirer une moyenne généralisée. On se trouve dans les années les plus sèches enregistrées», précise la météorologue Alexandra Cournoyer.

Gaspé en a reçu un peu plus avec 48,1 mm de pluie au final, ce qui place août 2025 au huitième rang des mois d'août les plus secs.

Le plus sec a été enregistré en 1994 avec seulement 15 mm. La normale est de 91 mm à l'Aéroport Michel-Pouliot.

L'occupation permanente des terres publiques est un privilège!

Québec.ca/partage-territoire

Votre gouvernement Québec

Un requin blanc frôle des pêcheurs



Le bateau de Pêche sportive Baie-des-Chaleurs. Photo Pêche sportive Baie-des-Chaleurs

C'est toute une frousse qu'ont vécue deux touristes qui pratiquaient la pêche avec le capitaine d'un bateau de 21 pieds alors qu'ils ont fait connaissance avec un requin blanc d'environ 12 pieds au large de Carleton-sur-Mer.

Nelson Sergerie

La rencontre fortuite est survenue vers 14 h 30 mardi dernier en face du phare de Carleton-sur-Mer dans une vingtaine de pieds d'eau. Les touristes pêchaient le bar rayé, mais comme le poisson ne mordait pas, les pêcheurs et le capitaine Eugène Perkinson se sont tournés vers le maquereau, très abondant dans le secteur.

Au moment où monsieur Perkinson détachait les poissons des hameçons, le requin est apparu et il s'est approché du bras du guide. «Il y a un requin qui est monté et s'est garroché. Il ne venait pas pour nous autres, mais pour manger le maquereau sur la ligne. Le requin a frappé le bateau près de ma main», raconte le capitaine au *Soir*.

La queue a frappé des cordages qui protègent le navire pour éviter qu'un pêcheur tombe à l'eau.

«Si ces cordages n'avaient pas été là, il m'aurait frappé, c'est sûr», avance le capitaine pour qui il s'agissait d'une seconde rencontre avec un requin blanc.

Hausse des cas confirmés

Au cours des dernières semaines, plusieurs d'entre eux ont été observés autant dans la baie des Chaleurs, la baie de Gaspé que le long du littoral nord. Une vidéo captée par un cinéaste sur la baie de Gaspé il y a quelques semaines montrait, un requin blanc, manger un phoque, une bête très abondante le long de la côte qui sert de buffet ouvert pour le mammifère.

Le requin blanc a acquis une réputation de prédateur vorace à la suite de la série de films *Les dents de la mer* de Steven Spielberg, dont le premier est sorti il y a 50 ans cette année.

Sa présence continue de fasciner

La présence du requin blanc dans les eaux du Saint-Laurent continue de fasciner, bien qu'elle ne soit pas inhabituelle. Les quelques rencontres des dernières semaines, les vidéos prises de l'animal et les nombreux articles ont généré des centaines de milliers d'interactions sur les réseaux sociaux.

Jean-Philippe Thibault

Le 30 juillet, Olivier Cloutier, propriétaire de l'entreprise d'excursions maritimes Cap Aventure à Gaspé, a été témoin d'un requin blanc juvénile qui s'alimentait des restes d'un phoque commun, entre l'Anse aux Amérindiens et Fort-Prével.

Quelques jours plus tard, le 2 août, un plongeur faisait une rencontre inopinée aux Îles-de-la-Madeleine. L'Observatoire des requins du Saint-Laurent (ORS) notait qu'il s'agissait fort probablement de la première interaction non provoquée dans les

eaux du Québec entre un plongeur et un requin blanc.

Plus tard dans le même mois, un payeur a eu une confrontation directe avec un requin blanc au large de Cherry Hill Beach, en Nouvelle-Écosse, ce qui a marqué les esprits. Des pêcheurs gaspésiens ont aussi eu une belle surprise récemment, qui a d'ailleurs fait la manchette ce matin au 98,5.

Première depuis 1949

Le 30 août, un mâle baptisé Dold par l'Ocearch Shark Tracker a été localisé au large de Cap-Chat. L'animal mesurait 11 pieds 2 pouces et pesait 761 lb au moment de lui installer sa balise satellite.

Dold a été détecté à environ 35 km de la ligne reliant Pointe-des-Monts sur la Côte-Nord à la péninsule gaspésienne, une frontière généralement



considérée comme la limite de l'estuaire du Saint-Laurent.

Le tout constitue la présence vérifiée la plus en amont dans le Saint-Laurent depuis plus de sept décennies, note l'Observatoire des requins du Saint-Laurent dans un communiqué émis récemment. Le dernier requin blanc confirmé à l'intérieur de l'estuaire avait été capturé à Rivière-Portneuf en 1949.

«Bien qu'il soit impossible de dire si le requin entrait dans l'estuaire ou en

sortait, c'est l'observation vérifiée la plus en amont dans le Saint-Laurent depuis plus de 70 ans, explique Jeffrey Gallant, directeur scientifique de l'ORS. Les preuves issues des détections modernes au cours de la dernière décennie et des dents anciennes suggèrent que le requin blanc fréquentait ces eaux bien avant l'avènement des changements climatiques accélérés, et si leur population continue de croître, il est probable que les incursions dans l'estuaire deviennent plus fréquentes.»

Exploramer, 30 ans d'innovation marine

Exploramer vient de franchir un cap symbolique en célébrant son 30^e anniversaire.



Johanne Fournier
jfournier@lesoir.ca

Pour souligner cet anniversaire, les administrateurs du musée scientifique de Sainte-Anne-des-Monts ont organisé une journée spéciale réunissant une trentaine d'invités, dont quelques membres de la famille du fondateur de l'institution, Charles-Eugène Marin.

Les invités ont pris part à la cérémonie commémorative au sein d'un bâtiment nouvellement rénové au coût de 8 M\$.

La journée d'activités a débuté par une excursion à bord du C.-E.-Marin-Exploramer. Le responsable de la collection vivante du musée, Mathieu Lemonde-Landry, a guidé les passagers dans une exploration marine. Rendu au large, le biologiste et plus ancien employé de l'équipe, qui compte 24 ans d'expérience au sein du musée scientifique, a remonté les casiers. Les excursionnistes ont ainsi pu observer de près et toucher des homards, des crabes communs et un oursin.

Cette sortie en mer a été suivie d'un cocktail d'honneur et de dégustations principalement composées de produits certifiés Fourchette bleue, avant



L'activité de commémoration du 30^e anniversaire d'Exploramer a commencé par une excursion en mer à bord du navire C.-E.-Marin. Photo Johanne Fournier

de se conclure par une présentation historique intitulée *Du terre-plein à aujourd'hui*, pendant laquelle la directrice générale d'Exploramer depuis 20 ans, Sandra Gauthier, a retracé les moments marquants de l'évolution du musée.

Héritage d'une vision audacieuse

«Exploramer est une belle réussite et c'est ce qu'on veut souligner», a déclaré le président du conseil d'administration depuis quatre ans, Yves de Lafontaine. Le scientifique à la retraite a tenu à rendre hommage à son prédécesseur, Gilles Thériault, qui a dirigé l'organisme pendant 17 ans.

Le directeur général de la Société d'histoire de la Haute-Gaspésie a replacé la création d'Exploramer dans le contexte du développement touristique régional. Selon Marc-Antoine DeRoy, Charles-Eugène Marin s'inscrit dans une lignée de visionnaires qui, dès 1994, a façonné l'attrait touristique de la Gaspésie, après le premier ministre du Québec, Louis-Alexandre Taschereau qui, en 1929, a fait de la Gaspésie une région touristique, qualifiant la péninsule de «la nouvelle Suisse de la Gaspésie». Il a aussi rappelé la mémoire d'Alphonse Pelletier, qui est à l'origine de la création du parc national de la Gaspésie.

De l'avis de l'historien, le projet d'Exploramer, qui s'appelait initialement Explorama, est arrivé à point nommé en 1995, puisque l'économie de la région était plombée par le moratoire sur la pêche à la morue décrété en 1993.

Résilience face aux épreuves

Sandra Gauthier a évoqué le parcours semé d'embûches de l'établissement. En trois décennies, Exploramer a survécu à un incendie, à plusieurs tempêtes financières et a même annoncé sa fermeture à deux reprises. Elle a reconnu que l'histoire d'Exploramer n'a vraiment pas été un long fleuve tranquille. Elle a cependant tenu à

souligner l'intervention salubre de groupes et d'individus qui sont venus à la rescousse de l'institution.

Ambitions internationales

Loin de se contenter de ce bilan, Exploramer nourrit d'ambitieux projets. «S'il y en a un qui croit à l'internationalisation d'Exploramer, c'est bien moi», a affirmé M. de Lafontaine. L'ancien directeur général de l'Institut Maurice-Lamontagne de Mont-Joli projette d'associer plus fortement et intimement le musée à la science et mise sur l'exportation d'expositions uniques créées localement.

Le projet phare demeure la construction d'un pavillon des requins, «un projet unique qui n'existe pas ailleurs», selon le biologiste de formation. Pour soutenir ses ambitions, l'organisme vient de créer la fondation Les amis d'Exploramer, qui peut déjà compter sur le soutien financier de partenaires comme Telus.

Après 30 ans d'existence, Exploramer semble avoir trouvé son équilibre. «On a atteint une forme de stabilité et de maturité qui fait qu'on peut maintenant réaliser nos rêves», estime Yves de Lafontaine, confiant dans l'avenir de cette institution devenue un incontournable du paysage culturel, scientifique et touristique de la Gaspésie.



Sandra Gauthier et Yves de Lafontaine, respectivement directrice générale et président du conseil d'administration d'Exploramer. Photo Johanne Fournier

Rassemblement pour le rail jusqu'à Gaspé

Une vaste mobilisation s'est tenue samedi un peu partout en Gaspésie afin de réclamer une nouvelle fois la réhabilitation complète du rail jusqu'à Gaspé.

Nelson Sergerie

La Table d'information et de mobilisation sur le transport ferroviaire a fédéré Solidarité Gaspésie, le Comité des citoyens pour le développement, la Coalition pour le retour des services du train de passagers de VIA Rail, la Chambre de commerce de La Côte-de-Gaspé et la Société du chemin de fer de la Gaspésie. Plusieurs élus étaient aussi présents. Des rassemblements ont eu lieu aux gares de Gaspé, Matapédia, Port-Daniel et New Carlisle.

La Table rappelle qu'en juin 2023, la ministre des Transports, Geneviève Guilbault, confirmait 517 millions de dollars pour réhabiliter le tronçon 3; projet renvoyé en planification en mars dernier lors du dépôt du budget provincial en raison des dépassements de coûts.

VIA Rail a aussi répété une fois de plus lors de son assemblée générale annuelle en août vouloir revenir à Gaspé qu'une fois le rail réhabilité en entier.

«C'est très inquiétant. C'est dans ce sens qu'on se mobilise pour envoyer un message clair au gouvernement du Québec, mais aussi à Ottawa»,



En 2019, une manifestation semblable avait rassemblé quelque 150 personnes à Gaspé. Photo Nelson Sergerie

indique Carol Saucier de Solidarité Gaspésie.

«Ça va au moins ouvrir certains yeux fermés quelque part. On est quelques politiciens à sortir sur la place publique. Une mobilisation citoyenne va juste ajouter des voix à la pression collective», ajoute le maire de Gaspé et préfet de la MRC de La Côte-de-Gaspé, Daniel Côté.

«Notre fardeau comme Gaspésiens de façon historique, lorsqu'on veut

avoir des services, il faut qu'on revendique. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ces manifestations», avance pour sa part le député fédéral de Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine-Listuguj, Alexis Deschênes.

Le message est clair pour la Table et ses partenaires : la reprise des travaux pour terminer la réhabilitation des rails jusqu'à Gaspé et le retour progressif du train de passagers jusqu'à Port-Daniel dès maintenant et jusqu'à Gaspé dès que possible.

En 2019, un tel regroupement avait eu lieu à Gaspé et avait regroupé quelque 150 personnes. À l'époque, les citoyens demandaient à Québec d'accélérer le tempo dans la réfection du rail. Six ans plus tard, la guerre n'est pas gagnée.

Deschênes dénonce VIA Rail

Le député bloquiste de Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine-Listuguj se dit par ailleurs estomaqué par les propos récents du président-directeur général de VIA Rail en assemblée générale. Mario Pélouin avait affirmé qu'il était impossible d'offrir un retour partiel du train entre Matapédia et New Carlisle ou Port-Daniel pour des raisons logistiques. Alexis Deschênes rappelle qu'entre 2012 et 2013, le train a circulé entre Matapédia et New Carlisle.

«Je pense que M. Pélouin doit s'informer un peu plus. Je pense qu'il doit rectifier ses propos et je l'invite à venir en Gaspésie pour qu'ensemble, on visite le rail dans les prochaines semaines lorsqu'il sera pleinement fonctionnel et constater qu'un retour partiel de VIA Rail est possible», réclame Alexis Deschênes.

L'élu rappelle que le président-directeur général avait mentionné lors de l'assemblée générale annuelle en août l'intérêt du retour du train en Gaspésie et les nombreuses questions reçues.

L'assurance-emploi toujours sur le radar d'Alexis Deschênes

La réforme du régime d'assurance-emploi est toujours un enjeu d'actualité que le député bloquiste Alexis Deschênes aimerait régler une bonne fois pour toutes.

Dominique Fortier

Même si les problèmes résonnent dans la tête des gens comme une situation créée par le gouvernement conservateur de Stephen Harper, il faut remonter 10 ans auparavant, lors de l'ère de Jean Chrétien, pour consta-

ter les premiers grands changements au régime d'assurance-chômage, alors rebaptisé assurance-emploi.

Si le gouvernement libéral de l'époque avait grandement changé les règles du régime, notamment en abaissant les revenus assurables à 55 %, d'autres réformes et d'autres modifications viendront toucher directement les travailleurs saisonniers, surtout au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, dont l'augmentation du nombre d'heures minimales pour se

qualifier à l'assurance-emploi.

Maintenir la pression

Pour le député actuel de Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine-Listuguj, il faut maintenir la pression sur le gouvernement fédéral. «Aujourd'hui, on ne parle plus seulement des prestataires d'assurance-emploi, mais bien des employeurs. Il en va de la compétitivité de nos entreprises.»

Alexis Deschênes donne l'exemple

d'une entreprise qui œuvre dans la transformation des produits de la mer. «Si pour une raison ou une autre, il y a moins de crabes une année, la conséquence est qu'il y a moins d'ouvrage pour ses travailleurs. Et ce qu'on remarque dans notre région est que ces employeurs vont embaucher leurs gens pour une période supérieure à celle dont ils en ont besoin simplement pour permettre aux travailleurs d'avoir suffisamment d'heures pour se qualifier à l'assurance-emploi.»



Laïcité : un show de boucane

Les prières de rue
sont déjà légalement
interdites au Québec.
Photo iStockphoto

Le gouvernement Legault a bien prévu le coup. Alors que sa cote de popularité est au plus bas, il profite du dévoilement du rapport Pelchat-Rousseau sur la laïcité au Québec afin de changer le mal de place et propose un projet de loi sur un enjeu controversé.

Pendant que le Québec vit un déficit historique, que ses infrastructures publiques sont en ruines, que le réseau collégial subit des compressions historiques et que l'opposition au nouveau régime forestier se poursuit, la Coalition avenir Québec (CAQ) annonce qu'elle lancera un projet de loi afin d'interdire... les prières de rue.

Quand notre bilan est peu reluisant, quoi de mieux que de faire un drame avec une situation anecdotique qui sème la division et la controverse? Dans les coulisses politiques, c'est ce qu'on appelle faire du «wedge politics» ou, en français, la stratégie de la division. Les gouvernements ne se privent malheureusement pas de sortir un épouvantail du genre quand ça ne va pas bien.

Interdire ce qui est déjà interdit?

Pour le coup, la CAQ frappe fort. J'oserais ajouter qu'elle gaspille notre temps, notre énergie et notre argent. Alors que les prières de rue sont déjà

légalement interdites au Québec par le *Code de la sécurité routière* (à moins de demander un permis), au fédéral par le *Code criminel* (qui élargit même cette question aux espaces publics) et que certaines réglementations municipales l'encadrent, je m'explique difficilement ce que le gouvernement souhaite contrôler de plus. Vous avez bien compris : c'est déjà régi par plusieurs lois.

Au sujet de la nécessité d'interdire les prières de rue, Christiane Pelchat, l'une des deux autrices du rapport sur la laïcité, explique qu'il n'y a pas d'enjeu à ce sujet. Venant d'une défenseuse du renforcement de la laïcité, cette intervention vient confirmer qu'on parle d'un problème qui n'en est pas un.

Histoire montée en épingle

Mais alors, quel est le problème qui nécessitait un tel projet de loi? Ce n'est pas très compliqué. Il y a actuellement des manifestations fréquentes en soutien à la Palestine qui ont lieu à Montréal, tous les dimanches depuis deux ans. Évidemment, une diaspora importante de personnes arabo-musulmanes qui vivent dans la métropole prend part à ces manifestations.

Ce sont des prières qui ont lieu lors de ces rassemblements dont il est ici

essentiellement question. Alors que la CAQ dit que la réalité des prières de rue prend de l'ampleur et que c'est pourquoi on doit s'y attaquer, le Parti québécois (PQ) va plus loin en affirmant que ces prières sont des gestes de provocation.

« Chercher une cible pour faire peur à la population du Québec [...] c'est bien bas. »

Soyons honnêtes; il y a un contexte. Ce ne sont pas des démonstrations religieuses «anticatholiques», ce sont des moments de prières dans un contexte de rassemblement pour la paix en Palestine. S'il y a des enjeux de sécurité qui doivent être adressés dans les manifestations, intervenons. Nous avons les moyens de le faire. Mais, chercher une cible pour faire peur à la population du Québec et nous faire croire que nous devons régler une urgence qui n'en est pas une, c'est bien bas.

Le PQ et la surenchère

Je ne peux pas m'empêcher de déplorer le choix du PQ de renchérir en proposant un référendum sur la question auprès de ses membres. Après avoir dit qu'il n'était pas tenu de respecter les résultats d'un tel exercice, Paul St-Pierre-Plamondon explique qu'il trouve important d'avoir des méthodes de consultation démocratiques avec la base militante.

Je suis loin d'être contre l'idée, mais c'est difficile de croire qu'il est nécessaire, pour le PQ, de procéder à cet exercice, alors que son discours sur la question semble bien clair. Plusieurs de ses élus l'ont d'ailleurs exprimé dans les médias : ils aideront la CAQ à aller de l'avant et ils auraient souhaité que le gouvernement intervienne plus tôt sur cette question. Que restait-il à décider?

Pour construire une réelle majorité indépendantiste, nous devons vivre ensemble, reconnaître notre métissage et choisir la solidarité. Nous devons nous ancrer dans les luttes sociales qui touchent la population québécoise. Se rabattre sur des boucs émissaires pour susciter la haine et la crainte ne nous aidera en rien. Peut-on élever le débat, s.v.p.?

Un labo mobile de cinéma en Gaspésie

Le Festival international de cinéma Les Percéides veut démocratiser l'accès aux outils de création cinématographique et former la relève artistique de demain.

Jean-Philippe Thibault

Grâce à une subvention de 150 000 \$ de Desjardins, le projet Caravane Cinéma Jeunesse Les Percéides pourra voir le jour. Celui-ci est orienté vers les jeunes de 15 à 19 ans. Deux volets complémentaires seront déployés.

Tout d'abord, l'aménagement d'un nouvel espace de travail créatif au 2^e étage du Centre d'art de Percé. Cinq stations de montage numérique seront installées. Celles-ci seront équipées de caméras professionnelles et de logiciels de pointe. Sous la supervision de formateurs de la région, des groupes de 10 jeunes auront accès tout au long de l'été à des ateliers pratiques en son et image. «Ce lieu deviendra un véritable carrefour d'apprentissage, d'échanges et de créativité», précise l'organisation par communiqué.

Ensuite, la caravane circulera dans différentes municipalités de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent. Elle offrira des formations directement dans les communautés, permettant de s'initier aux techniques cinématographiques actuelles, tant en fiction qu'en documentaire.

En concrétisant ce projet, le festival des Percéides perpétue la vision de Suzanne Guité, fondatrice du Centre d'art de Percé. Dès 1952, Suzanne Guité affirmait en effet l'importance de placer la jeunesse au cœur de la vie culturelle et artistique.

«Avec la Caravane Cinéma Jeunesse, nous donnons aux jeunes de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent les outils pour raconter leurs propres histoires à travers le langage du cinéma», explique Benoît Pilon, président du conseil d'administration du Festival Les Percéides.

Idem pour le fondateur et directeur



Cinéma Percéides Photo Jean-Philippe Thibault

général, François Cormier. «Nous franchissons une étape déterminante dans notre mission d'accessibilité culturelle. [La caravane] permettra de donner aux jeunes de la région les moyens de s'exprimer à travers le langage universel du cinéma et de développer leur créativité, là où ils vivent.»

Chiffres encourageants

L'organisation des Percéides dresse un bilan positif de son festival, tenu du 18 au 24 août (les données n'étaient pas connues lors de notre dernière parution). L'événement a rejoint plus de 7000 visiteurs qui ont pris part aux projections et différentes activités. La hausse est de 18 % à la billetterie comparativement à l'an dernier.

«Ce succès témoigne de l'enthousiasme grandissant pour le cinéma d'auteur et de l'impact significatif du festival dans la communauté gaspésienne», note François Cormier.

Cette édition 2025 est qualifiée de «tournant dans l'évolution du festival». Au total, ce sont plus de 10 événements spéciaux cinématographiques



Le festival des Percéides a finalement rejoint plus de 7000 visiteurs. Photo fournie par les Percéides – Cynthia Dupuis et William De Merchant

graphiques qui ont fait salle comble. Le décompte préliminaire en notait la moitié.

Enfin, le vaste chantier de restauration du Centre d'art de Percé débutera cet automne, comme prévu. Cette initiative est possible grâce à une subvention de 2 millions de dollars du gouvernement fédéral, annoncée en juin. Le projet total est en outre

évalué à 5 millions.

«Le Centre d'art de Percé est au cœur de notre mission de promotion du cinéma indépendant et de la culture en région. Grâce à cet appui du gouvernement fédéral, nous faisons un pas de géant vers un futur où la Gaspésie continuera de rayonner sur la scène culturelle nationale et internationale», conclut François Cormier.



Le vieil homme et la mort

Photo par Amir Rostami sur Unplash

Voici l'histoire d'un vieil homme que j'ai croisé une fois, pas plus; c'était mon voisin.

Voilà tout juste quelques semaines, tout en profitant du soleil qui nous gâtait, ma blonde et moi avons aperçu une voiture de patrouille qui se dirigeait vers l'ouest en direction de notre rue. Quelques minutes plus tard, une ambulance a suivi, toujours dans la même direction, cette fois avec les gyrophares allumés, mais pas de sirène, aucun bruit alarmant. J'en étais vite venu à la conclusion que c'était un inévitable décès.

En tournant le coin de la rue près de chez moi, c'était bien ça. Trois véhicules de police et l'ambulance qui étaient chez mon voisin, tout juste en face de chez moi. Je les voyais de mon salon. L'opération a duré au moins trois heures.

Le vieil homme et la solitude

C'était un vieil homme qui habitait là. Il vivait seul. Je l'avais rencontré l'année précédente. C'est à la demande de mon employeur que je m'étais

rendu chez cet homme afin de lui faire payer des rénovations que nous avions faites chez lui. Je lui avais fait son chèque, qu'il avait signé avant même que j'inscrive le montant. Un homme de 86 ans, vraiment gentil et aimable. Il m'avait expliqué que nos hommes avaient sûrement brisé quelque chose chez lui parce que sa télé dans la chambre ne fonctionnait plus. « Un fil coupé sur le toit », qu'il me disait. Comme la télé de son salon fonctionnait très bien, je savais trop bien que là n'était pas le problème.

Le monsieur était sourd. Parler au téléphone lui causait un paquet de problèmes. C'est alors que je lui avais proposé de m'occuper de tout ça. Comme il peinait à marcher, je lui avais proposé, en même temps, de tondre son gazon. Comme j'ai un petit tracteur que j'adore, je lui avais dit: « Monsieur, en finissant chez moi, je peux traverser la rue et faire le tour chez vous. Vous n'aurez qu'à me refiler 5\$ pour l'essence une couple de fois dans l'été. » Je crois que je lui avais fait peur. En tout cas, c'est ce que j'avais dit à ma blonde en revenant chez moi; je m'en souviens bien.

Comme convenu, son câblodistributeur est passé chez lui dans les jours suivants. Ils ont tout changé et remis à neuf.

Tout ça me passait par la tête en regardant les policiers faire leurs travaux. Ils ont fini par défoncer la porte d'en avant. L'odeur semblait insupportable; les policiers ont sorti les masques au charbon. Le coroner est arrivé plus tard. L'équipe d'intervention était complète. Après deux heures, toujours rien, pas l'ombre d'un enfant, pas de frère ou de sœur, rien. L'homme vivait non seulement seul, mais il n'avait ni femme, ni enfants, ni membres de sa famille toujours vivants.

Ce n'est que trois heures plus tard que le premier véhicule d'intervention a quitté les lieux. La coroner essayait ses larmes, tout en passant devant la maison. Les policiers sont sortis de là en enlevant leurs masques. Les ambulanciers ont suivi avec le corps de mon voisin enfoui dans un sac noir. La scène faisait pitié à voir. C'était d'une tristesse difficile à supporter.

La suite?

L'autre fois, on est passé dans la rue derrière chez lui. La fenêtre de la cuisine est toujours toute grande ouverte. Personne n'a mis les pieds là depuis son décès. Je me demande qui va s'occuper de la suite, puisqu'il semble ne pas avoir de descendant? Avec l'hiver qui s'en vient, qu'advient-il de sa maison avec la fenêtre ouverte? L'eau est-elle fermée? Aucune compagnie de décontamination ne s'est rendue sur place. Le corps de mon voisin gisait sur le sol depuis deux semaines, semble-t-il. Que se passe-t-il dans de telles circonstances?

Toute une vie à vivre seul et le voilà rendu de l'autre côté. A-t-il eu une vie bien remplie? Personne n'est là pour en témoigner.

Comme une chanson de mon enfance le disait si bien: « Vivre seul, ce n'est ni vivre ni mourir. » Bonne route, monsieur. Il y a au moins moi qui ai pensé à vous.



Rendez-Vous Nature revient en ondes

La plus importante émission radio-phonique hebdomadaire consacrée à la chasse, à la pêche et au plein air au Québec, *Rendez-Vous Nature*, revient pour une 12^e saison. Elle sera maintenant disponible en ligne en format balado, dès le 15 septembre, sur le site Web du Soir Baie-des-Chaleurs.

Olivier Therriault

En 2025-2026, *Rendez-Vous Nature* se retrouvera chaque semaine sur les ondes de 30 fréquences radio et Web à travers la province, dont lesoirbaie-deschaleurs.ca.

Animée par Ernie Wells, l'émission donne la parole aux acteurs de la

chasse, de la pêche, du piégeage, du camping, de la motoneige et du plein air au Québec.

Produite à Rimouski, elle s'appuie sur une équipe de collaborateurs réguliers et sur la plateforme Rendez-vous Nature.ca, le seul site Web offrant des nouvelles quotidiennes sur la chasse, la pêche et le plein air au Québec. Parmi les collaborateurs, on retrouve notamment Stéphane Monette, Alexis Nantel, Jean Larivière, Julien Cabana et Mario Ross.

Collaboration de la première heure

Rendez-Vous Nature accueille notamment des biologistes et des experts

du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

Toutes les émissions seront également disponibles en balado, chaque semaine, au Rendez-Vous Nature.ca

Rendez-Vous Nature est l'émission de référence en matière de chasse, pêche et plein air. Grâce à son réseau d'antennes et à sa diffusion sur le Web, elle rejoint des dizaines de milliers de passionnés, tout en contribuant à la promotion, à l'éducation et à la sécurité des activités de plein air. La saison se poursuivra jusqu'en juin 2026 partout au Québec.



L'animateur de *Rendez-Vous Nature*, Ernie Wells. Photo Laurie Cardinal

Mon dossier chasse et pêche



Votre prochain achat
de permis de chasse
peut se faire
en ligne!



Québec.ca/
mondossier
chassepêche

Votre
gouvernement

Québec



Les locataires de terres publiques refusent que les détenteurs de baux versent 3,7 M\$



La Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs estime que les utilisateurs de la forêt sont pénalisés. Photo courtoisie RLTP

À quelques mois des hausses «injustifiables et indéfendables» prévues pour des baux de location en forêt à partir de janvier, le Regroupement des locataires de terres publiques (RLTP) refuse que les détenteurs déboursent 3,7 millions de dollars l'an prochain au ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) ainsi qu'aux MRC. Il propose plutôt un compromis.

Les hausses prévues concernent les baux de villégiature à prix minimums, qui passeraient de 343 \$ à 500 \$, et les baux d'abris sommaires qui augmenteraient de 52 %, soit de 198 \$ à 300 \$. Les hausses des baux minimums toucheraient 27 000 des 40 000 villégiateurs du Québec à l'échéance du bail l'an prochain, dont 17 000 baux de villégiature. Les locataires ne pourraient échapper à la hausse de l'indice des prix à la consommation.

Pour dénouer l'impasse issue du dépôt d'un mémoire le 11 avril et de consultations en août, le RLTP accepterait l'étalement des hausses des tarifs minimaux sur trois ans. En retour, le président Arthur Fortin demande à Québec de ne garantir aucun ajustement des tarifs pendant cinq ans. «La balle est maintenant dans le camp du ministère», tranche le numéro 1 du RLTP.

Selon nos informations, les MRC se mêlent au dossier et en veulent plus.

«Le MRNF doit nous accorder ce compromis, plus respectueux des villégiateurs, ce qui ramènerait les tarifs

minimums à des niveaux réalistes», estime Arthur Fortin. «Le territoire public est immense et Québec doit ouvrir les portes», ajoute le défenseur des locataires de cette même forêt.

Toutefois, lors de la vente d'un chalet, la facture du bail augmentera d'environ 23 % par rapport à 2025 et, dû aux nouvelles valeurs de référence, les frais de transfert passeront de 397 \$ à 1213 \$. Ce prix s'appliquera seulement lors d'une modification au bail, comme pour la superficie agrandie du terrain en location.

Les MRC en veulent plus

Selon nos informations, les MRC se mêlent au dossier et en veulent plus. Celles-ci perçoivent déjà le montant de location du bail, conservent 50 % de l'argent dans leurs coffres et remettent 50 % au MRNF. Or, les MRC en profiteraient pour augmenter leur avoir de façon importante. Les

MRC considèrent qu'elles en font plus que le ministère en administrant les baux et en s'occupant des frais liés à leur conformité.

Avec les hausses anticipées, le MRNF et les MRC soutireront 4 millions de dollars par an des détenteurs de baux en 2026; une hausse de 20 % de leurs revenus de location. Pour plusieurs, le MRNF cherche à limiter l'accès au territoire public pour les moins fortunés de la société et faire plus de place au futur Régime forestier.

«L'union fait la force», dit l'adage. Le RLTP compte 40 000 détenteurs de baux, est administré par 60 bénévoles qui vivent les problématiques du territoire public et le protège. «Chaque membre nous rend plus forts, unis et entendus des instances provinciales et régionales», affirme Arthur Fortin.

On peut rejoindre le RLTP sur leur site Web.

Grande-Rivière craint de perdre le tournoi

Le Comité des loisirs de Grande-Rivière craint de perdre le tournoi de la Coupe Desjardins qui doit se tenir chez elle, cet hiver.



Jean-Philippe Thibault
jpthibault@lesoir.ca

L'organisation a procédé à une sortie publique pour exprimer ses préoccupations face à « la décision officielle » du conseil d'administration de l'Association du Hockey mineur (AHM) du Rocher de tenir l'édition 2026 à Chandler en mars.

Selon un principe de rotation établi avant la fusion des quatre différentes associations mineures du secteur Rocher, Grande-Rivière devait accueillir le tournoi régional cette année, rappelle le Comité des loisirs.

Il précise qu'aucune résolution officielle n'a encore été adoptée par les administrateurs de l'AHM du Rocher, mais que les rumeurs persistantes à propos d'un éventuel changement de ville hôte se sont confirmées lors de discussions tenues dans le cadre de l'assemblée générale annuelle de l'organisme le 25 juin.

Il ajoute que durant la période estivale, une proposition de partenariat à la tenue de l'événement conjointement à Chandler et Grande-Rivière a été faite, mais qu'elle demeure lettre morte à ce jour.

« Une telle décision engendra d'importants impacts économiques et communautaires, voire sur l'offre de services à l'ensemble des utilisateurs du Complexe sportif et culturel Desjardins », analyse Michel Lelièvre, le président du



La Coupe Desjardins est toujours un événement couru en Gaspésie. Elle se tenait à Bonaventure en 2024. Photo courtoisie

Comité des Loisirs de Grande-Rivière.

Celui-ci cite en exemple le non-renouvellement du bail de la cantine annoncé dernièrement par la conces-

sionnaire présente depuis 15 ans. Elle se voit imputer un revenu à répartir sur les trois prochaines années d'opération.

Des raisons jugées non valables



L'aréna de Grande-Rivière.
Photo Jean-Philippe Thibault

Après avoir accueilli la Coupe Desjardins en 2000, 2008 et 2016, Grande-Rivière s'inquiète de la faible implication locale dans la nouvelle structure administrative, ce qui pourrait compromettre le maintien de services et freiner l'intégration de l'organisme dans la communauté.

Jean-Philippe Thibault

L'organisation dit reconnaître qu'il est légitime pour l'Association du

Hockey mineur (AHM) du Rocher de statuer sur l'endroit de la tenue d'une telle compétition à l'intérieur des limites de sa propre zone en vertu des règles d'Hockey Québec et Hockey Gaspésie – les Îles, mais que d'autres aspects devraient être pris en compte dans un contexte de fusion administrative.

De plus, elle dénonce les raisons qui auraient été invoquées par ses administrateurs pour orienter sa décision,

soit la capacité d'accueil, les enjeux de sécurité, le confort des spectateurs, l'expérience de hockey et le grand besoin financier de l'AHM. Il s'agit de motivations décisionnelles avec peu de fondement, selon le Comité des Loisirs.

Moment fort attendu

Ce dernier rappelle au passage que Grande-Rivière a investi plus de 2,3 millions de dollars pour la mise aux

normes de son complexe sportif, que la Coupe Desjardins est plus qu'un tournoi de hockey, mais un moment fort attendu par la population qui contribue à la vitalité économique et nourrit le sentiment d'appartenance au milieu. Le Comité des loisirs s'inquiète enfin qu'un précédent soit créé, fragilisant l'équité et la confiance entre les municipalités concernées.

« À titre d'organisme engagé au développement du sport, du loisir et de la vie communautaire, le Comité des Loisirs réitère son désir de collaborer avec l'AHM du Rocher à l'organisation d'événements sportifs, à même titre que les autres organismes œuvrant dans la Ville de Grande-Rivière. »

Ses membres estiment que l'attribution de la Coupe Desjardins dans la zone du Rocher doit se faire dans la transparence, l'équité et le respect des engagements établis de longue date. Ils espèrent toujours une volte-face des administrateurs ou, du moins, une solution alternative donnant une place de choix à Grande-Rivière à la tenue prochaine de cet événement régional.



L'OCÉANIC DE RIMOUSKI

Enfin un rôle offensif pour Émile Duquet

Après avoir évolué pendant un peu plus de trois saisons avec les Saguenéens de Chicoutimi, c'est avec l'Océanic que l'attaquant de 20 ans, Émile Duquet, va terminer sa carrière junior.



René Alary
ralary@lesoir.ca

Il s'est amené à Rimouski en courant, même s'il sait qu'il quitte une équipe aspirante aux grands honneurs pour en joindre une qui est en reconstruction avec ce que cela implique comme résultats sur la glace.

« Quand Yannick (Jean) m'a annoncé que j'étais échangé, j'étais soulagé et très content. Plus les années avançaient à Chicoutimi, plus j'étais dans un rôle défensif. À 20 ans, je voulais vraiment avoir un rôle offensif et sentir que je fais partie de l'équipe. J'avais dit à Yannick après la dernière saison que je voulais commencer ma dernière année ailleurs s'il n'était pas certain de me garder. Ça s'est fait au début du camp », explique-t-il.

« Quand Yannick m'a dit le mot Rimouski, je me suis mis à sourire. Je ne pouvais pas mieux tomber pour ma dernière saison. Je suis ici pour aider les plus jeunes et me faire valoir », poursuit le nouveau no 19 de l'Océanic.

Il aime ce qu'il voit de sa nouvelle équipe. « Honnêtement, on est un super de beau groupe et j'ai très hâte de commencer. Ça va super bien, j'ai pris mon aise. J'ai vécu une année de



Le nouvel attaquant de 20 ans de l'Océanic, Émile Duquet. Photo René Alary

reconstruction à 17 ans et un peu à 18 ans, et je pense qu'on sera une équipe très compétitive avec beaucoup de bons patineurs. On va être difficile à jouer contre. »

Rapide patineur

En 288 parties avec les Saguenéens, il a marqué 36 buts et en a préparé 46 pour 82 points. Danny Dupont a payé un choix de 7^e ronde pour ses services. Joël Perrault est d'avis que Duquet fera partie de son « top 6 » offensif.

« Il arrive avec une chance de jouer offensif. Il est probablement l'un des

meilleurs patineurs de la ligue. Lui et Lou Lévesque, ça peut faire reculer des défenseurs tous les soirs. Émile amène beaucoup de leadership et il veut faire partie de la solution. Il est très content d'être ici avec une éthique de travail A1. Il s'est très bien intégré dans le groupe et on est chanceux d'avoir un vétéran de son expérience », souligne l'entraîneur-chef.

Plus que dix jours

Après avoir disputé des matchs préparatoires à Matane et Rivière-du-Loup, vendredi et dimanche, contre Baie-Comeau et Québec, l'Océanic se prépare maintenant pour son 31^e

match inaugural, le vendredi 19 septembre contre le Drakkar au Colisée Financière Sun Life.

Un seul joueur pourrait manquer à l'appel, le gardien Mathis Langevin, qui a quitté en début de semaine pour le camp des recrues de l'Avalanche du Colorado.

Le premier choix de l'équipe au dernier repêchage, Zack Arsenault, devrait être disponible pour le lancement de la saison. Blessé au début du camp d'entraînement, il n'a pas pris part à des matchs hors-concours, l'équipe préférant jouer de prudence avec son jeune espoir de 16 ans.

Éditrice :
Louise Ringuet

Directeur régional de l'information :
Olivier Thériault

Le SOIR

Directrice adjointe régionale de l'information :
Johanne Fournier

Journalistes :
René Alary
Alexandre D'Astous
Véronique Bossé
Dominique Fortier

Annie Levasseur
Bruno St-Pierre
Jean-Philippe Thibault

Conseillers en solution médias : Alexandre Bédard Lamer et Rémi Côté
Coordonnatrice à la maquette et web : Mélanie Daraché
Coordonnateur expérience client et projets spéciaux : Francis Mimeault
Graphistes : Aude Robert-Gingras, Benoit Guérette
Développement web : Martin Ayotte Cummings



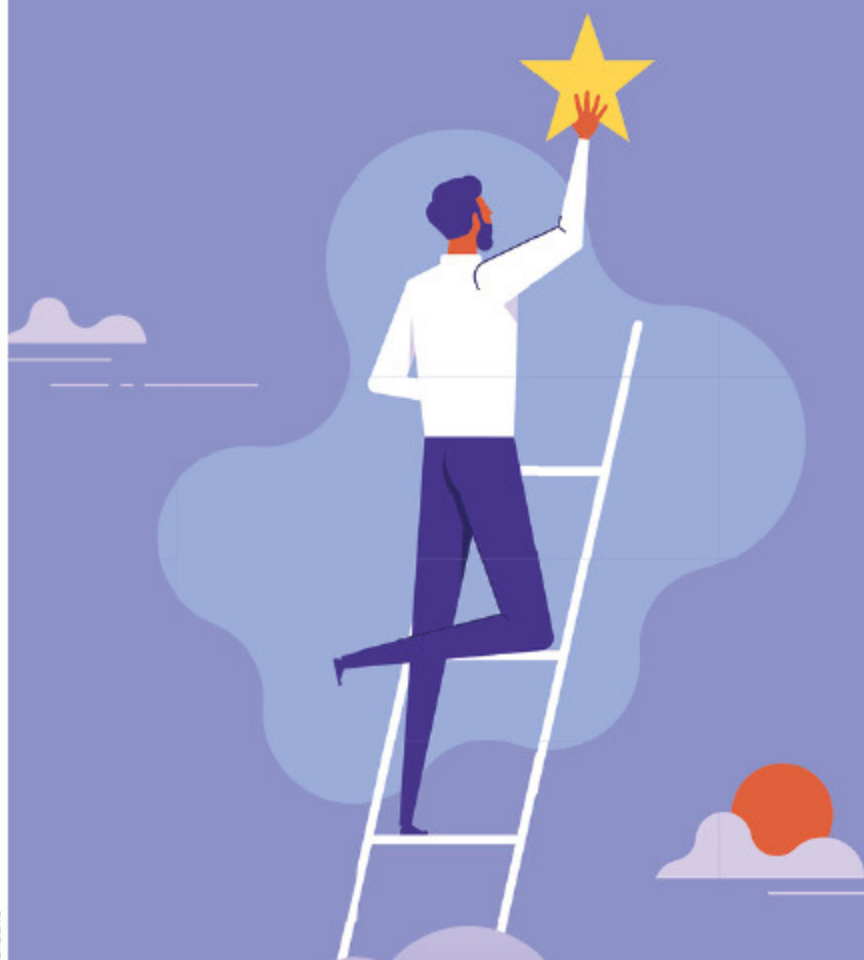
Publié par : Publications Le Soir Inc

ISSN : 2562-0126 (en ligne)

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada **Canada** **Québec**

Libérez le potentiel DE VOTRE ENTREPRISE

GRÂCE À NOS STRATÉGIES ÉPROUVÉES!



Notre talentueuse équipe
des ventes **détient la clé
de votre succès.**

Imprimées ou numériques, nos campagnes
sur mesure sont conçues pour vous permettre
d'atteindre vos objectifs et d'obtenir un
maximum d'impact.

Avec notre expérience et notre dévouement,
vous êtes entre bonnes mains!

N'HÉSITEZ PLUS :
faites équipe avec nous
pour booster votre visibilité!

journallesoir.ca

info@lesoir.ca | (581) 805-9980

Le SOIR